

La CGT INRA, la FERC Sup CGT et le SNPREES-FO appellent à la journée de rencontre-débat le 9 avril 2014 organisée à l'initiative de l'intersyndicale de l'ESR sur « *les conditions de travail et d'étude dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche : une urgence, combattre ensemble leur dégradation!* ».

Celles-ci se sont en effet considérablement dégradées ces dernières années :

- la précarité (près de 70 000 contractuels, 35% !),
- le gel du point d'indice,
- les suppressions d'emplois,
- l'évaluation individuelle conçue comme une arme de management et d'assujettissement,
- un durcissement de l'organisation du travail (lourdeur de la charge de travail, injonctions paradoxales, conflits de valeurs...),
- les restructurations et fusions/regroupements...

La CGT INRA, la FERC Sup CGT et le SNPREES-FO rappellent à cette occasion que cette dégradation continue des conditions de travail à laquelle sont soumis les personnels de l'ESR n'est pas le produit d'une fatalité.

Les réformes les plus récentes de la Fonction Publique (RGPP, loi mobilité, MAP) ont bouleversé en profondeur ses fondements, ses fonctionnements et ses missions.

Dans l'Enseignement supérieur, c'est la loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités (loi LRU) et son corollaire, le passage des établissements d'Enseignement supérieur et de Recherche aux Responsabilités et Compétences élargies (RCE), qui ont été le bras armé de la RGPP. Cette accession à l'« autonomie » financière des établissements qui gèrent désormais directement leur masse salariale, et plus récemment l'adoption de la loi LRU-Fioraso votée en juillet 2013, sont responsables de la réduction des offres de formation, des suppressions d'enseignements, de la diminution des heures de cours, du gel de postes et plus généralement de la dégradation rapide et conséquente des conditions de travail de tous les personnels, enseignants et personnels BIATSS, titulaires ou contractuels. Le mille feuille administratif des structures en « ex » (Labex, Idex) comme ce qui est en train de se concocter au travers des COMUE (Communautés d'Universités et d'Etablissements), amène les personnels à ne plus savoir qui est leur interlocuteur tout en alourdissant les charges de travail. Au final, les conséquences de la dégradation des conditions de travail sur la santé des personnels sont désastreuses.

Nos organisations dénoncent le pacte de responsabilité de François Hollande qui programme une économie budgétaire de 65 milliards d'euros dans les dépenses publiques, et ne peut qu'aggraver la situation déjà limite dans l'Enseignement supérieur et la Recherche comme dans toute la Fonction publique.

La CGT INRA, La FERC Sup CGT et le SNPREES-FO participeront donc à cette initiative intersyndicale du 9 avril 2014 pour porter leurs analyses et propositions revendicatives pour une nouvelle organisation du travail dans le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche qui respecte la santé, l'intégrité physique et mentale ainsi que la dignité de tous les personnels.